

Canada : Expulser les Burundais ou aider le Burundi à s'en sortir ?

@rib News, 27/07/2009 Le plus urgent n'est pas de renvoyer les gens au Burundi mais d'aider ce pays à sortir définitivement de la crise. C'est une question de bon sens et de cohérence, estime Jean-Claude Manirakiza, ancien président de la communauté burundaise du Canada à Montréal. Hormis le caractère injuste et traumatisant d'une décision prise par le gouvernement fédéral du Canada sur base de critères qui peuvent changer à tout moment, tant la situation peut être mouvante dans certains des pays concernés, la décision du Canada de lever unilatéralement la suspension des renvois vers le Burundi, le Rwanda et le Libéria des ressortissants de ces pays dont la demande du statut de réfugié au Canada est refusée ne se justifie pas, pour ce qui est du Burundi à tout le moins, au regard des défis que doit relever le pays actuellement et si on considère l'intérêt que le Canada a porté au Burundi dans un passé qui n'est pas si lointain.

En effet, le Burundi est des pays les plus pauvres du monde et sort d'une guerre civile particulièrement meurtrière qui a duré plus de quinze ans et a fait plusieurs centaines de milliers de victimes. La guerre civile a complètement ruiné l'économie de ce pays qui, même en période de paix, avait du mal à décoller faute de ressources. L'agriculture de subsistance pratiquée par la population burundaise ne suffit pas à couvrir les besoins alimentaires de base, obligeant la population à opérer des « migrations de la faim » hors des frontières du pays. Le tissu industriel, embryonnaire avant la crise, est progressivement effiloché dans un pays où le secteur privé est au ralenti. Le gouvernement actuel du Burundi fournit des efforts louables dans des domaines tels que l'éducation et la santé. Mais les défis sont tels que le Burundi seul ne peut y faire face. Le Burundi compte donc plus que par le passé sur une aide vigoureuse et un soutien massif de la communauté internationale en général et du Canada en particulier pour panser les plaies causées par la guerre et tourner définitivement la page des conflits ethniques qui endeuillent sa population de façon cyclique depuis son indépendance le 01 juillet 1962. La politique du retour forcé ne devrait donc pas être appréhendée par le gouvernement fédéral du Canada comme substitut à la coopération bilatérale entre le Canada et le Burundi compte tenu de la situation actuelle de ce pays et des besoins criants auxquels il fait face dans tous les domaines. Contrairement aux autres pays de la sous-région comme le Rwanda ou la Tanzanie qui reçoivent, chaque année, des dizaines de millions de dollars d'aide directe de la part du Canada, le Burundi est le seul pays de l'Afrique de l'Est à ne pas bénéficier à l'heure actuelle d'un développement de la part du Canada. Situation qui ne s'explique pas au regard de l'intérêt que le Canada a pu porter au Burundi et à sa population par le passé. En effet, le Canada a été l'un des plus gros contributeurs au processus de paix dit « Arusha », un cycle de négociations longues et difficiles organisées à la fin des années 90 avec les partenaires politiques burundais à Arusha en Tanzanie, et qui ont abouti à la mise sur pied des institutions actuelles du Burundi. Des centaines de milliers de dollars ont été versés par le Canada via les Nations Unies pour soutenir ces négociations dont le but était de sortir du chaos consécutif à l'assassinat le 21 octobre 1993, par l'armée burundaise de Melchior Ndadaye, premier président démocratiquement élu de l'histoire du Burundi. S'engager aux côtés du Burundi et sa population serait dès lors faire preuve de cohérence pour le gouvernement du Canada, d'autant plus que l'expérience a démontré à maintes occasions dans le passé récent que les pays qui sortent des crises graves courent le risque de ne pas être soutenus. Jean-Claude MANIRAKIZA